

Newsletter



SOMMAIRE

1

2

3

4

5

6

SOMMAIRE

1

Emploi

Une micro-crèche arrive avec des emplois à pourvoir
Segula Technologies veut recruter 300 personnes dans les Hauts-de-France
Renault recrute : deux réunions le 23 avril

2

Informations locales

Inauguration : le golf du Cambrésis compte bien se faire une place parmi les greens de la région
« Mon centre-ville a un incroyable commerce », la nouvelle édition est lancée
« Le Pays solesmois n'est pas en difficulté financière : il gère »

3

Ouverture/ Entreprise

Cécile Noblecourt a créé son entreprise d'évènementiel
Le Cup Coffee change de mains, dans la continuité
Du sucre de betteraves bio fabriqué dès 2025

4

Hauts de France

Les défaillances d'entreprises reviennent à la « normale »

5

National

L'aide à l'embauche du contrat de professionnalisation bientôt supprimée ?

6

Construction / travaux

Une réhabilitation à sept chiffres pour l'école « vieillissante » Condorcet
Dans un an, l'avenue de Paris sera métamorphosée
Lifting ou reconstruction : bientôt une nouvelle vie pour la gare routière ?
LA RÉNOVATION DU MILLE-CLUBS, À L'ORDRE DU JOUR DU CONSEIL MUNICIPAL

Inauguration : le golf du Cambrésis compte bien se faire une place parmi les greens de la région

CAMBRÉSIS.

1 Les 18 trous il y a un an

« *On est entré dans la cour des grands.* » Frédéric Piwowar ne peut que se réjouir du virage entamé il y a maintenant un an, lui qui est directeur du golf du Cambrésis. De 9 trous, le parcours de Niergnies est passé à 18. Les amateurs peuvent désormais pratiquer leur swing sur 55 hectares au lieu de 35. Mais il y a aussi les « à-côtés », comme l'indispensable country club dont la déco a été refaite et l'accessibilité PMR mise en place. Coût de cet agrandissement : 1,055 million d'euros.

2 Rayonner sur le territoire

Ce passage à 18 trous permet au golf géré par la CAC d'accueillir des compétitions fédérales de golf. Un autre calibre que le précédent. Mais il faut bien attirer jeunes et profanes aussi. « *Nicolas Siegler, le président de la CAC, a proposé à tous les collégiens en sixième de l'agglomération de venir s'initier au golf ici. L'académie de Lille a répondu positivement, ainsi que les principaux de chaque collège* », développe Sébastien Devotte, responsable de la communication à la CAC. Ainsi, pendant quinze jours (du 8 au 19 avril), le Golf aura reçu près de 1 000 collégiens, en plus des jeunes en situation de handicap de LADAPT.

3 L'inauguration, c'est ce week-end

Place à l'inauguration du green ce week-end. Aujourd'hui déjà, avec des initiations au golf, des visites du site, un parcours de minigolf et la présence de food-trucks. Le rendez-vous est donné à 12 heures. Ensuite, demain, avec l'Open du Cambrésis, le grand tournoi inaugural pendant lequel près de 140 participants vont s'affronter. De quoi inspirer de nouvelles passions ?

Une réhabilitation à sept chiffres pour l'école « vieillissante » Condorcet

Lors du conseil municipal de Caudry qui s'est tenu jeudi, les conseillers municipaux ont voté en faveur de la réhabilitation de l'école Condorcet.

CAUDRY.

1 QUELLE RÉNOVATION ?

Embryonnaire, mais c'est un début. Le conseil municipal de Caudry a approuvé jeudi le démarrage du projet qui consiste à réhabiliter l'école Condorcet, qui compte aujourd'hui 144 élèves. L'établissement, en quartier prioritaire de la ville, devrait bénéficier d'une amélioration acoustique, d'une optimisation de l'éclairage et d'une mise en accessibilité. « *On s'est aussi aperçu qu'il y avait beaucoup de condensation, ce qui est mauvais pour les élèves* », a précisé le maire, Frédéric Bricout.

2 UNE GROSSE SUBVENTION DE L'ÉTAT ?

Coût de l'opération : 1,8 million d'euros, dont une partie devrait être financée par l'État dans le cadre du contrat de ville. « *On a contacté le sous-préfet à ce sujet et nous devrions avoir une belle, une très belle participation de l'État pour la rénovation de cette école* », a développé l'édile.

3 POUR QUAND ?

Le conseiller délégué à l'éducation Antoine Hisbergue ajoute à froid que les travaux de cet établissement « *vieillissant* » devraient débiter « *durant la deuxième partie de 2024* ». Ce projet s'inscrit dans une série de rénovations des écoles, qui a déjà touché Macé ou Dolto. « *Ensuite, ça sera au tour de l'école Paul-Bert d'être réhabilitée* », apporte enfin le conseiller municipal.

Cécile Noblecourt a créé son entreprise d'évènementiel

Après avoir exercé dix-sept ans la profession d'éducatrice spécialisée, Cécile Noblecourt s'est lancée : elle a créé Cenowlive, son entreprise d'évènementiel.

MASNIÈRES.

Cécile Noblecourt explique : « *Le déclic a eu lieu durant la période Covid, durant notre temps libre, mon conjoint et moi avons construit notre premier photobooth (en français, on l'appelle aussi borne à selfie, ou encore borne pour autoportrait. Elle permet de se prendre soi-même en photo puis d'imprimer ou d'envoyer cette photo). On l'a utilisé lors de nos soirées entre amis, très vite le bouche-à-oreille nous a valu des demandes de prêt d'associations pour ce matériel et l'idée a germé de créer mon entreprise d'évènementiel et de location de matériel.* »

Très vite le bouche-à-oreille nous a valu des demandes de prêt d'associations pour ce matériel et l'idée a germé.

Elle prend alors des conseils auprès de l'antenne cambrésienne de la BGE puis se lance, crée son EURL et achète ses premiers matériels. On peut donc trouver en location du mobilier, de la décoration, une machine à pop-corn ou à barbe à papa mais aussi tout un panel dans le digital comme des vidéoprojecteurs, les fameux photobooth mais aussi des livres d'or audio qui permettent d'enregistrer des souvenirs lors d'événements festifs.

Cécile Noblecourt propose également l'organisation d'événements « clés en main », elle s'est créé un réseau de partenaires comme des traiteurs, photographes, DJ... qui lui permettent d'être le chef d'orchestre d'événements familiaux (baptêmes, anniversaires surprises, mariages puisqu'elle est également wedding planner) mais aussi business pour les entreprises ou les associations.

Elle sera présente lors du Color run de Masnières le 11 mai où elle est missionnée pour faire une animation avec le photoboost.

En projet, la jeune entrepreneuse est en cours de formation d'officiante de cérémonie laïque, une prestation que l'on trouvera prochainement au catalogue de Cenowlive. **ALAIN CAMUS (CLP)**

Contact : Cécile Noblecourt 06 28 49 29 27, cenowlive@gmail.com, cenowlive.fr

Le Cup Coffee change de mains, dans la continuité

CAMBRAI.

Il y a du changement au Cup Coffee, avec une nouvelle gérance. Jérôme Mailhe s'occupait à la fois du Cup Coffee et du Fitness Club à l'étage, mais il a décidé de se consacrer dorénavant uniquement au Fitness Club. Virginie Draux va maintenant diriger le Cup Coffee.

Ce changement s'opère dans la continuité puisque Virginie Draux était responsable adjointe dans cet établissement depuis 2013. Et c'est tout naturellement qu'elle reprend les rênes. Elle témoigne : « *On m'a proposé la gérance et j'ai tout de suite accepté, c'est une belle aventure.* »

CHANGEMENTS D'HORAIRES

Virginie Draux a toujours travaillé dans la restauration. À Valenciennes puis à Escaudoeuvres. Pour le Cup Coffee, rien ne change, hormis les horaires. Il sera désormais ouvert le mercredi et samedi toute la journée, les horaires des autres jours restent inchangés.

Le restaurant, notamment réputé pour ses hamburgers, propose des produits frais pour la plupart locaux. Tous les vendredis, il propose une soirée karaoké et bientôt, des soirées salsa vont de nouveau être organisées.

Cup Coffee, 1 avenue de Paris, 03 27 70 24 95. Horaires : lundi et mardi de 11 h 30 à 14 heures, mercredi de 11 h 30 à 18 heures, jeudi et vendredi de 11 h 30 à 14 heures et de 18 h 30 à 22 heures, samedi de 11 h 30 à 22 heures.

Une micro-crèche arrive avec des emplois à pourvoir

LOUVROIL.

Chacun le sait, les places disponibles pour faire garder un bébé ne sont pas nombreuses dans le secteur. C'est pourquoi l'annonce de l'ouverture prochaine d'une micro-crèche à Louvroil devrait être reçue avec enthousiasme. « *Je suis devenue maman l'an dernier* », explique Camille Bondu, qui est à l'origine de ce projet. « *Et j'ai été confrontée à la difficulté de trouver un mode de garde pour mon fils. Comme mon conjoint a sa société ici sur Louvroil et que nous avons plus de 250 m² attenants et disponibles, nous avons décidé que c'était le moment de mettre en place ce projet que j'avais en tête depuis quelque temps* ». Pour le valider, la jeune femme a mis en place un questionnaire en ligne auquel peuvent répondre toutes les personnes désirant donner leur avis sur le sujet.

Devant les premiers retours positifs, la jeune femme décide de se lancer. Et si les locaux situés au 87 bis route de Landrecies sont pour le moment « *brut de décoffrage* », cela ne sera bientôt plus le cas. « *Les travaux qui vont être réalisés selon les normes mises en place par les services de la protection maternelle et infantile vont nous permettre d'accueillir jusqu'à 14 enfants en simultané. Ce qui signifie aussi que je vais devoir embaucher* », précise Camille Bondu. La jeune cheffe d'entreprise aura besoin de personnel qualifié dans le domaine de la petite enfance. Le recrutement sera fait à l'automne, pour une ouverture de la structure prévue en début d'année prochaine.

Du sucre de betteraves bio fabriqué dès 2025

En octobre 2025, la cité du sucre va retrouver ses lettres de noblesse en accueillant sur son territoire la fABrique à sucres. Un collectif de producteurs de betteraves bio prévoit de produire à Escaudœuvres 3 400 tonnes d'un nouveau sucre à index glycémique faible.

ESCAUDŒUVRES.

Le sucre peut être fabriqué à partir de la racine de betterave ou de la tige de canne à sucre, récoltée, puis apportée dans une sucrerie. Le processus d'extraction consiste ensuite à recueillir le jus qui est filtré puis concentré par évaporation avant la cristallisation. À Gouzeaucourt, Sébastien Lemoine fait partie d'un groupuscule de producteurs, 0,5 % de l'ensemble des planteurs de betteraves sucrières français, engagés en faveur du développement du sucre bio.

La conversion complète avait mis quatre années. J'étais précurseur à l'époque dans le domaine de la grande culture.

UNE INNOVATION BIENTÔT BREVETÉE

« L'objectif de mon activité est bien d'amener de la valeur ajoutée aux exploitations partenaires plutôt que de faire de l'argent », se défend le quinquagénaire. Lui qui a repris l'exploitation de son père en 1996 pour le convertir en bio en 2013. « La conversion complète avait mis quatre années. J'étais précurseur à l'époque dans le domaine de la grande culture. »

Alors, avec un collectif de producteurs de betteraves bio, de transformateurs et de distributeurs, il planche depuis 2016 sur la création d'une microsucrerie bio équitable et régionale, dans la zone du Lapin noir, à Escaudœuvres, non loin de l'AFPI. « La municipalité s'est dite très satisfaite de l'arrivée de la fABrique à sucres, elle qui depuis la fermeture de Tereos voyait son appellation de cité du sucre vidée de son sens », détaille Sébastien Lemoine. Après une phase de tests sur une petite chaîne de production semi-industrielle basée à Amiens, le brevet déposé par la SAS coopérative depuis plus d'un an est en attente de relecture. « Ce n'est plus qu'une question de semaines », rassure l'entrepreneur.

MONTANT TOTAL DU PROJET : 12,5 MILLIONS D'EUROS

Rien n'est laissé au hasard pour ce projet d'un montant total de 12,5 millions d'euros. Le lavage des betteraves se fait en circuit fermé. L'eau contenue dans le légume est utilisée pour laver les suivantes. Depuis 2018, les producteurs de betteraves bio développent leur activité grâce à la commercialisation du sirop que l'on retrouve dans les sauces, les mueslis, les gâteaux ou la bière, ce qui permet de les sécuriser durant cette phase expérimentale. La fABrique servira à la cristallisation de sucre de betterave bio d'octobre à janvier puis à celle de jus et de sirop de fruits et de légumes abîmés le reste du temps. Elle nécessitera la présence de quatre personnes à plein temps ainsi que neuf saisonniers.

Le premier coup de pioche est prévu en septembre de cette année, pour un démarrage de la production en octobre 2025. Un quart du sucre de betterave bio sera vendu par sacs de 1 kilogramme, le reste à des grossistes et des industriels. Il sera notamment possible d'acheter ce sucre bio innovant dans les magasins Biocoop. La SAS vise à terme une production annuelle de 2 800 tonnes de sucre de betteraves bio. Le collectif est à la recherche de producteurs bio permettant d'assurer la production des 100 derniers hectares non encore attribués.

Segula Technologies veut recruter 300 personnes dans les Hauts-de-France

Pour assurer son développement dans la région, le groupe d'ingénierie présent dans l'aéronautique, l'aérospatiale, le ferroviaire, l'automobile ou l'énergie recrute dans 200 métiers différents.

Avec 2 200 embauches prévues cette année en France (sur 7 000 dans le monde entier), Segula Technologies compte parmi les cinquante plus gros recruteurs de l'Hexagone en 2024. Le groupe d'ingénierie – qui accompagne les principaux acteurs du monde de l'aéronautique (*photo ci-dessus à Prouvy*) et de l'aérospatiale (Airbus), du ferroviaire (Alstom), de l'automobile (Renault, la *gigafactory ACC*), de l'énergie (EDF, Enedis, RTE), du naval, etc. – annonce, par la voix de sa directrice générale adjointe des ressources humaines, Sonia Fosse, vouloir recruter « 300 personnes dans les Hauts-de-France ». Une grande partie de ces embauches sera « de la création de postes pour accompagner notre développement d'activité dans la région », précise-t-elle*.

« Tous les services sont concernés, ce qui représente 200 métiers différents », reprend Sonia Fosse. Mais pour résumer, un tiers des recrutements concerneront la partie conception, c'est-à-dire des ingénieurs en calcul, en design, en conception, des chefs de projets et des profils en mécanique et en électronique. Un deuxième tiers de nos embauches seront dédiés à l'industrie : *automaticiens, ingénieurs en QHSE (qualité, hygiène, sécurité et environnement), ingénieurs en méthode process, etc.* Le dernier tiers concernera des postes en maintenance : *ajusteurs-monteurs (pour l'aéronautique) et techniciens de maintenance.* » C'est d'ailleurs sur ce dernier tiers que la responsable des RH s'attend à avoir le plus de difficultés de recrutement car « les ajusteurs-monteurs sont une perle rare », admet-elle. Quant aux techniciens de maintenance, le métier étant en tension, de nombreuses entreprises, tous secteurs d'activité confondus, en recherchent (désespérément).

Des formations certifiantes en interne

« Nous sommes ouverts aux jeunes diplômés, de bac+2 à bac+5 dans les filières concernées, et nous espérons en embaucher près de 1 000 sur les 2 200 recrutements prévus cette année en France », avance Sonia Fosse. Pour le reste, « nous recherchons bien évidemment des profils expérimentés, mais aussi des personnes en reconversion. Nous avons, à ce sujet, mis en place des dispositifs de formation certifiante en interne avec une phase d'immersion durant la formation, une spécificité des Hauts-de-France que nous comptons étendre sur nos autres sites et qui permet un accompagnement sur mesure de chacun de nos candidats », se satisfait Sonia Fosse.

*** Segula compte quatre sites dans le Nord (Lezennes, Marly, Noyelles-lès-Seclin et Prouvy) et un dans la Somme (Albert).**

Un tiers des postes seront dédiés à la partie conception, un tiers à l'industrie et le dernier tiers des postes de maintenance.

Renault recrute : deux réunions le 23 avril

CORBEHEM. La prochaine mise en service des chaînes de fabrication des Scenic et R5 100 % électriques à Renault Douai offre de sacrées perspectives d'embauche. Sept cent cinquante postes d'opérateurs sont à pourvoir. Cela recouvre différentes fonctions (emboutissage, tôlerie, peinture, montage, logistique, qualité, batterie). Ce recrutement massif passe par Corbehem, où Ampere electricity, filiale de Renault spécialisée dans l'électricité, organise deux réunions de recrutement mardi 23 avril, en lien avec France Travail.

Aucun prérequis n'est nécessaire. Après l'entretien à Corbehem, les candidats seront évalués par des tests de dextérité sur le site Renault de Cuincy. Ceux qui seront retenus suivront une formation de sept semaines comprenant remise en forme physique (avec coach), travail d'équipe et cadencé, gestion de la production, etc. Un CDD de 12 mois est à la clé.

Mardi 23 avril, salle des fêtes de Corbehem, 8 h 30 et 10 h 30.

<https://mesevenementsemploi.francetravail.fr/mes-evenements-emploi/evenement/261022>

Dans un an, l'avenue de Paris sera métamorphosée

Les travaux vont bon train, avenue de Paris, à l'entrée de la zone commerciale Cambrai sud - Proville. On fait le point, à un an environ de la livraison d'une zone résidentielle à loyers modérés, d'une microcrèche privée, d'un supermarché Aldi, de Centrakor et même d'un rond-point.

L'imbroglie qui dure depuis des années entre Guy Roty, de la taverne éponyme, et les différentes enseignes ayant brigué son terrain est en passe de s'achever. En 2022, le commerçant disait chercher à vendre depuis 2004. « *Lorsque j'étais adjoint, l'enseigne Grandfrais s'est portée candidate*, détaille le maire de Proville. *Après réflexion, ce n'était pas une bonne idée. Elle aurait fait trop de tort aux petits commerces environnants* . » Lidl et Gifi avaient tenté une approche.

Centrakor a ensuite proposé d'acheter le terrain, d'y construire deux bâtiments commerciaux dont l'un serait loué à Aldi. Mais Guy Roty refusait de payer la dépollution d'un sol qui avait servi de parking aux poids lourds à la belle époque du restaurant routier. Aldi a finalement décidé de se substituer à Centrakor, en se portant acquéreur du terrain qu'elle fera dépolluer à ses frais. Aldi louera le bâtiment à cette enseigne d'équipement pour la maison. À ce stade de la vente, le hard discounter n'a pas souhaité donner la date précise du premier coup de pioche. Une ouverture en 2025 est évoquée.

L'enseigne Grandfrais s'est portée candidate. Après réflexion, ce n'était pas une bonne idée. Elle aurait fait trop de tort aux petits commerces environnants. GUY COQUELLE, MAIRE DE PROVILLE

« Mon centre-ville a un incroyable commerce », la nouvelle édition est lancée

C'est au bar le Gramophone de Cambrai, en présence de commerçants et de partenaires, qu'a eu lieu le lancement de la nouvelle édition de « Mon centre-ville à un incroyable commerce », programme d'accélération pour les porteurs de projet qui se déroulera le 28 et 29 juin.

CAMBRAI.

Le programme « Mon centre-ville a un incroyable commerce » est dédié aux commerçants et artisans ayant envie d'installer leur activité en centre-ville ou déjà installés mais souhaitant la développer. C'est un marathon créatif sous forme de concours qui favorise la rencontre entre ceux qui ont envie d'entreprendre et l'écosystème local qui va les aider à accélérer leurs idées et activités.

Depuis 2020, ce sont 40 projets qui ont été accompagnés avec 21 ouvertures en centre-ville de Cambrai.

Le concours peut intéresser tous les porteurs de projet de commerce ou d'artisanat désireux de s'installer en centre-ville, ou les personnes ayant une activité mais pas de local, les commerçants ou artisans dans une autre ville qui souhaitent s'installer à Cambrai, ou encore les commerçants ou artisans installés mais qui souhaitent enrichir ou développer leur activité.

Toutes et tous auront ainsi la possibilité de profiter des conseils d'experts. Il sera possible de remporter les prix offerts par les partenaires. Depuis 2020, ce sont 40 projets qui ont été accompagnés avec 21 ouvertures en centre-ville de Cambrai.

IDENTIFIER L'OFFRE NON POURVUE

Lors de la réunion a été émise l'idée de constituer une liste des commerces existants dans Cambrai et ainsi voir quelles catégories en seraient absentes. Cela permettrait de chercher ensuite des personnes qui pourraient être intéressées pour se lancer dans ces commerces manquant à l'appel.

Une autre proposition a été faite : un focus sur les reprises de commerce, en évoquant le fait que 67 % des chefs d'entreprise vont prendre leur retraite dans les neuf années à venir. Il serait intéressant de chercher des repreneurs en sachant qu'il est plus facile de financer une reprise plutôt qu'une création de commerce. A été aussi évoqué le problème des loyers des locaux commerciaux, trop élevés au goût des commerçants. De ce fait, même si les commerçants sont aidés au début par la Ville, ils rencontrent vite des difficultés pour payer leur loyer.

CLAUDE LIENARD (CLP)

Renseignements : 06 21 53 77 45.

Inscription au marathon créatif « Mon centre-ville a un incroyable commerce » sur eventbrite.fr

Les défaillances d'entreprises reviennent à la « normale »

Dans la métropole lilloise, les entreprises ne vont pas fort. Le nombre de redressements judiciaires et de liquidations est toujours en progression mais retrouve des niveaux d'avant crise du Covid. La situation ne semble pas s'améliorer, notamment pour le bâtiment.

RÉGION.

L'état de santé des entreprises n'est pas bon. Au tribunal de commerce de Lille Métropole, son président Éric Feldmann observe « *au premier trimestre une progression des défaillances de 11 %* ». Elles ont touché 340 entreprises pour 1 800 salariés. L'an dernier, sur la même période, on était à + 15 %. « *On retrouve le rythme d'avant 2019, dernière année normale en termes de défaillances. Le balancier revient à sa place.* » Fait notable, il n'y a pas que les petites entreprises qui affichent leur fragilité, mais aussi « *des sociétés de taille moyenne de 15, 20 ou 30 salariés. C'est plus significatif.* »

DES START-UP ET DE NOUVEAUX SECTEURS TOUCHÉS

Sont victimes de ce climat morose, sans surprise, des entreprises de restauration, le prêt-à-porter victime d'un recul de la consommation et qui ne profite pas du possible retournement de tendance de début avril. Éric Feldmann observe aussi que des start-up sont également touchées par des défaillances et, signe de l'attentisme des entreprises, les sociétés de conseil sont aussi en proie à des difficultés. « *Les entreprises ne passent plus de commandes et se serrent la ceinture.* »

Et puis il y a évidemment le secteur du bâtiment qui commence à vaciller. « *Les promoteurs commencent à être en difficulté et le gros œuvre comme le second œuvre sont éprouvés.* »

Un signe de la conjoncture morose mais qui incite aussi à moins de pessimisme : il y a 65 % d'ouvertures de procédures prévention (60 à fin mars contre 35 l'an dernier) : un dispositif qui leur permet, en toute confidentialité, de se mettre à l'abri de la justice, avant même d'en être au stade du dépôt de bilan, ce qui permet d'en sauver 70 % (contre 30 % quand elles ont basculé en redressement judiciaire).

Fait notable, mais un peu inquiétant : dans le ressort du tribunal de commerce de Lille Métropole, sur un trimestre, ces procédures de prévention ont concerné près de 10 000 salariés.

Lifting ou reconstruction : bientôt une nouvelle vie pour la gare routière ?

CAUDRY.

Le conseil de la communauté d'agglomération du Caudrésis-Catésis (CA2C) a fait un grand pas vers l'acquisition de la gare routière de Caudry. Quel est le projet ?

1 Les contours du projet

Un lifting pour la gare routière de Caudry ? Ou une destruction pure et simple du site ? La question devrait être réglée prochainement. Ce qui est quasiment certain, c'est que la gare routière pourrait devenir un pôle d'échange multimodal (PEM) dans les prochaines années.

Derrière ce terme quelque peu technique se cache un concept particulièrement à la mode, celui de créer une plaque tournante dédiée aux différents types de transports : bus, voitures, vélos, covoiturage... Un gain de temps et point de chute pour les usagers, qui pourraient passer d'un mode de transport à un autre sans avoir à faire de liaison. Places de stationnement et recharges pour voitures électriques, entre autres, y seraient installées.

2 Le tout au conditionnel

« Devrait », « pourrait », pourquoi autant de conditionnel ? Car mardi 9 avril, la communauté d'agglomération du Caudrésis Catésis (CA2C) ne s'est exprimée qu'en faveur de la mise en route du projet. Le site en question est pour l'instant toujours la propriété de la RATP, qui devrait le vendre à la CA2C pour la somme de 330 000 euros. « *Nous avons alloué un budget d'1,4 million d'euros pour réaliser les études et démarrer les travaux* », a précisé le président de la communauté, Serge Siméon, qui n'exclut pas d'éventuelles subventions (État, Région, Département).

3 Les ambitions de la CA2C

Le président s'est aussi demandé ce qui allait advenir du site : « *Nous n'allons pas forcément le restaurer. Mais peut-être le détruire. Car il est vieillot, il y a de l'amiante dans la toiture (...) et n'est pas accessible partout. On veut proposer aux Caudrésiens un beau projet.* » La ville de Caudry, quant à elle, compte faire l'acquisition des ateliers destinés à l'entretien des véhicules de la RATP pour en faire des places de stationnement. Des places qui permettraient de désengorger la rue Négrier.

L'aide à l'embauche du contrat de professionnalisation bientôt supprimée ?

Un projet de décret du gouvernement veut « supprimer, pour les contrats conclus dès le 1 er mai 2024, l'aide aux employeurs de salariés en contrat de professionnalisation » dans un contexte de coupes budgétaires.

FRANCE.

Le ministère du Travail a bel et bien envoyé aux partenaires sociaux un projet de décret qui vise à supprimer à compter du 1 er mai l'aide à l'embauche pour les alternants en contrat de professionnalisation.

Au regard des prévisions de croissance et de la hausse du déficit public, des mesures de réduction du budget de l'État ont été décidées.

En juillet 2020, pendant la crise sanitaire, le gouvernement avait mis en place des aides pour soutenir l'emploi des jeunes avec une prime pour les embauches d'apprentis ou de salariés en contrat de professionnalisation de moins de 30 ans. Ces aides avaient été prolongées à plusieurs reprises et étaient fixées depuis le 1 er janvier 2023 à 6 000 euros pour un mineur comme pour un majeur.

Ce contrat en alternance associe formation pratique en situation de travail et formation théorique dans un organisme de formation ou une entreprise. À compter du 1 er mai 2024 et jusqu'à la fin de l'année, l'aide sera donc réservée au recrutement des apprentis en formation initiale.

Dans son projet de décret, le gouvernement souligne qu'« *au regard des prévisions de croissance et de la hausse du déficit public (5,5 % du PIB), des mesures de réduction du budget de l'État ont été décidées sur certains dispositifs relevant notamment du champ de l'emploi et de la formation professionnelle* ».

En actant en février 10 milliards d'euros de coupes budgétaires, le gouvernement avait en effet prévu 1,1 milliard de crédits annulés pour la mission « travail et emploi ». La suppression de l'aide à l'embauche pour les contrats de professionnalisation doit y contribuer.

« Le Pays solesmois n'est pas en difficulté financière : il gère »

Ce lundi 15 avril, la communauté de communes du Pays solesmois a voté à l'unanimité son financement pour l'année 2024. Il n'y aura pas de hausse d'impôt, l'utilisation des finances publiques sera optimisée... et cela ne se fera pas sans faire des choix.

PAYS SOLESMOIS.

Il faut se remettre en question. (...) Rien n'est impossible

UN MAÎTRE-MOT : OPTIMISER

« Je lis dans le journal que le Pays solesmois fait des coupes budgétaires et sur les réseaux sociaux qu'il serait en danger... », a commenté le président Paul Sagniez, lors du conseil communautaire au cours duquel a été voté le budget 2024. « ... Non : la communauté de communes gère ! Nous avons décidé de rééquilibrer nos dépenses dans tous les domaines, pas seulement la culture », a-t-il mis au point : « Nous prenons des décisions pour optimiser nos finances publiques afin de continuer à assurer le service public de la meilleure des façons ».

PAS D'AUGMENTATION DES IMPÔTS

Certes, il y aura des ajustements, des reports, des coupures... « qui nous permettent de ne pas augmenter les impôts (1) », s'est félicité le vice-président Roland Salengro, en charge des finances.

Quant aux changements auxquels s'attendre, le président a levé le voile sur certains : fermeture de la piscine en décembre et janvier (économie escomptée : 30 000 €) ; report (et non annulation comme initialement indiqué) de neuf spectacles, réduction du programme de plantation, création d'une centrale d'achats... La CCPS pourrait même se dégager de certaines de ses compétences : « *Il faut se remettre en question. (...) Rien n'est impossible* ».

DES INVESTISSEMENTS LIMITÉS

Cette année donc, peu d'investissements directs sont programmés... Il s'agira surtout de préparer ceux à venir, avec notamment « des études pour le projet de création d'une annexe au conservatoire pour le futur centre social, et pour celui de rénovation énergétique de la piscine intercommunal en vue de diminuer ses coûts de fonctionnement ». Quelque 35 000 € sont inscrits pour l'achat d'un bâtiment auprès du diocèse de Cambrai et 150 000 € pour aménager l'entrée de la zone d'activité de Saint-Python. Dans les nouveautés, 60 000 € seront réservés pour l'opération « Péril imminent », lancée dans le cadre du pouvoir de police de l'habitat.

ET POURTANT !

Au final, la CCPS s'est dotée d'un budget de 12,12 M€, mais en suréquilibre de près de 2 M€. Celui-ci s'explique notamment par la prise en compte de deux fortes recettes exceptionnelles (et donc non renouvelables), liées à la revente de parts du parc d'éoliennes et à la dissolution d'Ecovalor. Faute de connaître avec précision l'évolution du coût du nouveau Service de gestion des déchets SIAVED (qui envisage de lourds investissements) et du parc éolien, les élus ont préféré, par précaution, ne pas toucher cette année à cette manne.

1. Les taxes foncières augmenteront en raison de la revalorisation de 3,9 % des valeurs locatives qui servent de base au calcul.

LA RÉNOVATION DU MILLE-CLUBS, À L'ORDRE DU JOUR DU CONSEIL MUNICIPAL

HAYNECOURT.

Suite à la présentation du projet de rénovation du Mille-Clubs, il en ressort, et d'après M. Hurez, maire, que 756 000 € sont prévus dans le budget, pour ces travaux. Ces derniers sont estimés à 690 900 € HT.

Poursuivant son propos, l'édile a indiqué que les factures sont à payer TTC. *« Dès lors, nous ne récupérerons la TVA que deux ans après le paiement. »* Et d'ajouter : *« La réalisation desdits travaux dépend toutefois de l'obtention de deux subventions. »* La première, c'est l'aide départementale aux villages et bourgs (ADVB).

Une somme de 241 080 € a été obtenue et inscrite dans le budget. La deuxième, c'est la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR). La somme de 310 905 € a été demandée. *« Nous sommes dans l'attente d'une réponse favorable. »* Et le maire de conclure qu'il *« serait temps que nous parvenions à avoir une salle communale qui réponde à nos besoins et qui soit performante. Nous ferons attention à l'isolation thermique et à l'isolation phonique . »*

Newsletter



À la semaine prochaine

